



Bataille contre le projet de holding de l'audiovisuel

Une victoire pour la CGT !

On la disait inévitable, nous ne nous sommes jamais résignés. Il n'y aura pas de holding de l'audiovisuel public. Du moins, pas pour l'instant à en juger par le calendrier parlementaire des prochains mois, où la PPL sur la holding défendue par Rachida Dati brille par son absence. Le résultat d'une longue campagne menée par la CGT et par les député·es de gauche.

Manifestations à Paris et en région, meetings, argumentaires, pétitions, courriers aux élu·es locaux, rencontres avec les député·es et sénateur·ices ont fini par payer ! Cette réforme dangereuse est aujourd'hui reportée sine die dans le cadre du compromis de non-censure acté sur le budget 2026.

Pendant près de deux ans, nous avons travaillé ensemble, avec les élu·es CGT de toutes les entreprises de l'audiovisuel public.

Radio France, France Télévisions, France Médias Monde, l'INA. Tous unis par un même combat, celui de refuser un mariage qui aurait été pour tous le baiser de la mort.

Une holding, cela signifiait d'abord la "chasse aux doublons". Autrement dit, un vaste plan de licenciement visant à se débarrasser d'une partie des personnels, qu'ils soient technicien·nes, journalistes, animateur·ices ou administratifs.

La réduction potentielle de notre périmètre :

- Une fusion entre l'ancien réseau France Bleu et celui de France 3 se serait rapidement traduite par des fermetures de bureaux excentrés ou de locales.
- Une dépendance accrue à l'exécutif avec un·e PDG unique qui serait rapidement devenu une courroie de transmission des instructions de l'Élysée ou du gouvernement vers toutes nos antennes. Cela aurait aussi coûté très cher, les évaluations évoquaient environ 150 millions d'euros de dépenses liées à la création de la holding, quand les budgets suffisent à peine à assurer nos missions.

À force de rencontres, d'argumentaires et de courriels envoyés à l'ensemble des député·es et sénateur·ices, hors extrême-droite, nous sommes parvenus à faire douter, jusque dans les rangs des parlementaires de la droite et du centre.

Cela s'est vu lors du premier passage du texte devant l'Assemblée nationale où le texte a été rejeté grâce aux voix de la gauche et des écologistes devant un hémicycle quasiment vide.

Alors oui, le travail de fond a été porté par des élu·es de toute la gauche mais la CGT a pleinement assumé une large part du combat ayant mené à cette victoire, aux côtés des personnels mobilisés de l'audiovisuel public.

Nous nous tenons prêts à nous remobiliser si le projet revenait à l'ordre du jour. En attendant, nous continuons à défendre haut et fort l'existence de l'audiovisuel public, que l'extrême-droite voudrait voir disparaître.

Nous poursuivons également le combat contre les coupes budgétaires et pour retrouver un financement pérenne et suffisant pour assurer l'ensemble de nos missions.

Le service public de l'audiovisuel est un bien commun irremplaçable. Nous ne lâcherons rien.

Paris, le 20 février 2026